

## Consultation de l'ARCEP sur

### « les modalités de l'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique pour certains immeubles des zones très denses, notamment ceux de moins de douze logements »

#### Réponse de l'AVICCA

(mai 2011)



La présente consultation est relative à un projet de recommandation venant compléter la décision de l'Autorité n° 2009-1106 du 22 décembre 2009. Ce document tente de donner la règle "recommandée" pour fibrer les poches les moins denses, ainsi que les immeubles de moins de douze logements, dont les immeubles professionnels, des 148 communes classées par l'ARCEP en zone dite dense. Ceci concerne près de la moitié des 6 millions de logements ou locaux de ces villes.

Le découpage INSEE en IRIS servirait de première base pour discriminer ces zones plus ou moins denses. En simplifiant à l'extrême le projet de recommandation, les quartiers les moins denses auraient une règle voisine de celle de la zone moins dense définie en décembre 2010, mais avec moins de contraintes (points de mutualisation de 300 lignes en monofibre, mais sans offre de raccordement distant, et surtout sans obligation de complétude). Et les petits immeubles des poches denses seraient plutôt raccordés en multifibres depuis un point de mutualisation situé quelque part à l'extérieur de l'immeuble.

L'AVICCA estime positif, par cette recommandation, de « limiter la casse » résultant d'une concurrence par les infrastructures poussée jusqu'à l'intérieur des immeubles par la décision de 2009, ce qui est le cas des immeubles de douze logements ou plus situés dans les IRIS denses. Ce système engendre complexité pour les gestionnaires d'immeubles et surcoûts pour l'exploitation. En augmentant la mutualisation, les chances d'une meilleure couverture augmentent, sans toutefois donner de garantie aux collectivités concernées, ni à leurs habitants et professionnels.

Cependant l'AVICCA :

- ▶ Regrette l'absence d'empressement des opérateurs à expérimenter des solutions opérationnelles depuis fin 2009 sur ces parties ou immeubles moins denses, significative de leurs stratégies d'écroulement des territoires. Elle souligne néanmoins que l'ARCEP est légitime à proposer une recommandation, car les opérateurs se retranchent derrière l'absence de règles pour justifier leur absence d'investissement actuel sur ces poches et immeubles de faible densité.
- ▶ Demande que l'ARCEP produise rapidement les cartes correspondant au ratio élaboré pour discriminer les IRIS (immeubles individuels/nombre total d'immeubles) sur les 148 communes concernées. Cela permettra qu'une concertation puisse, le cas échéant, dessiner une meilleure cohérence, au cas par cas, en agrégeant des IRIS contigus, et en gommant, si nécessaire, certains effets de frontière.
- ▶ Demande instamment à l'ARCEP d'étendre la décision 2010-1312 aux IRIS peu denses des zones dites très denses, en particulier pour les obligations de complétude. Il en résultera une simplification de la réglementation, une meilleure lisibilité, et moins de risques de zones blanches dans les villes concernées.
- ▶ Demande que les opérateurs expérimentent de manière significative et rapide le déploiement sur les immeubles de moins de douze logements situés dans les IRIS denses, en respectant l'objectif de réduire le nombre de boîtiers existants sur le

domaine public, la complétude des déploiements et l'accessibilité à tous les opérateurs. Les collectivités et l'ARCEP doivent être associés à ces expérimentations. A défaut d'aboutissement positif et rapide, l'AVICCA demande à l'ARCEP de modifier sa décision 2009-1106.

## **1. Sur l'absence de retours d'expérience et la nécessité d'une réglementation**

Malgré ses demandes, l'AVICCA n'a pas été invitée à participer aux travaux multilatéraux entre opérateurs censés expérimenter les accès dans les poches de basse densité des communes classées en zone très dense, ou pour les immeubles de moins de douze logements dans les poches denses de ces mêmes zones.

Il n'y a pas eu de restitution de véritables retours d'expérience dans les autres instances consultatives. Il semble qu'en fait les opérateurs n'ont pas véritablement procédé à ces expériences, ce qui semble significatif de leur faible appétence à s'occuper des poches et immeubles de faible densité, entre décembre 2009 et mars 2011.

L'AVICCA relève que ceci ne les a visiblement pas empêchés de déclarer leur intention d'investir sur des communes encore moins denses en janvier 2011. Plus concrètement, cela signifie que la base de la présente recommandation pourrait être fragile, en particulier pour les petits immeubles en poche dense, ou qu'il pourrait être nécessaire de remettre en cause la décision de 2009 (cf. infra).

L'AVICCA souligne néanmoins que l'ARCEP est légitime à proposer une recommandation, car les opérateurs se retranchent derrière l'absence de règles pour justifier leur absence d'investissement actuel sur ces poches et immeubles de faible densité.

## **2. Donner une visibilité à la réglementation, et éviter la fragmentation**

La logique suivie par l'ARCEP consiste à pousser aussi loin que possible la concurrence par les infrastructures. Ce raisonnement théorique se heurte à la réalité du terrain et à la rationalisation du déploiement des réseaux. Les villes ont un bâti, une histoire, des traditions locales sur le foncier et l'habitat. De son côté, le déploiement rationnel d'un réseau répond lui aussi à des critères divers, liés à cet habitat, mais aussi aux infrastructures existantes, à la modularité des câbles etc. L'impératif de maximisation de la concurrence, en fragmentant les zones, va compliquer les déploiements, et donc les rendre plus coûteux, et risque de créer des zones blanches.

L'ARCEP précise également qu'un acteur peut demander à remettre en cause les frontières des IRIS, en consultant notamment les collectivités et groupements concernés. Il est indiqué que le délai de réponse pourrait être de un mois, ce qui est totalement inadéquat avec la possibilité d'expertiser la proposition et avec les processus de décision des collectivités et groupements, qui résultent de la législation.

L'AVICCA estime que le problème est plus global. Elle s'inquiète de constater qu'il n'y a pas eu de simulation, sur les 148 communes, de ce découpage en IRIS. Certaines configurations territoriales pourraient aboutir à une véritable mosaïque.

Une seule carte a été présentée en concertation, concernant une commune présentant des caractéristiques de relief et de bâti très tranchés (Nice, avec une densité forte sur la partie plaine, et faible sur les collines). Le découpage est renvoyé aux acteurs, ce qui ne donne aucune visibilité sur les conséquences du projet de recommandation.

Aussi l'AVICCA demande que l'ARCEP produise rapidement les cartes correspondant au ratio élaboré pour discriminer les IRIS (immeubles individuels/nombre total d'immeubles). Cela permettra qu'une concertation puisse, le cas échéant, dessiner une meilleure cohérence, au cas par cas, en agrégeant des IRIS contigus, et en gommant, si nécessaire, certains effets de frontière.

### 3. Unifier les approches sur les poches non denses

Le projet de recommandation calque la réglementation pour les poches moins denses sur celle définie par la décision, à de notables exceptions près :

- ▶ il n'y a pas d'obligation d'offre de raccordement distant pour les points de mutualisation de 300 lignes, ce qui pousse à la fragmentation, donc à l'écémage ;
- ▶ il n'y a pas d'obligation de complétude du déploiement.

Il ne faut pas oublier que si l'ARCEP a délimité la zone très dense en 2009 sur la base du découpage communal, c'est uniquement faute d'avoir trouvé un autre découpage « objectif », dans des frontières certaines. A la lumière du projet de recommandation, ce découpage est envisageable : celui établi par l'INSEE.

Alors que l'ARCEP a imposé une complétude du déploiement (limité à la zone arrière d'un point de mutualisation) dans sa décision 2010-1312, elle prendrait une lourde responsabilité en ne l'imposant pas dans des IRIS présentant, de fait, les mêmes caractéristiques.

L'AVICCA demande instamment à l'ARCEP d'étendre la décision 2010-1312 aux IRIS peu denses des zones dites très denses, en particulier pour les obligations de complétude. Il en résultera une simplification de la réglementation, une meilleure lisibilité, et moins de risques de zones blanches dans les villes concernées.

### 4. Il ne sera pas possible de multiplier les verrues dans les IRIS denses

Pour les immeubles de moins de douze logements en IRIS dense, la recommandation vise à créer un point de mutualisation en dehors de l'immeuble, ce qui revient, dans la grande majorité des cas, à le positionner sur la voie publique. Les réseaux concurrents des opérateurs viendraient se raccorder en amont sur le point de mutualisation, et l'ARCEP recommande l'installation d'un réseau multifibres en aval. Il est indispensable de permettre le brassage dans ce point de mutualisation.

Ainsi que l'indique l'ARCEP, ce PM peut être installé en chambre, en borne, en façade, ou en armoire. Cependant, les solutions en chambre existante, en borne ou en façade se prêtent très difficilement à des opérations de brassage. De plus, les installations en borne ou en façade sont inesthétiques. Il resterait donc la solution en armoire, mais qui présente « les difficultés et les coûts liés à l'obtention d'autorisations pour implanter des armoires ou des locaux techniques dans un environnement urbain généralement très occupé ».

Il ne sera en fait pas du tout possible, dans beaucoup de cas, d'installer des armoires. Les villes concernées mènent depuis des années des opérations pour enlever les multiples édicules, améliorer l'esthétique, permettre la circulation des personnes à mobilité réduite. Les opérateurs en sont parfaitement conscients, puisqu'ils ont tous, par exemple, signé la charte de la ville de Marseille, signée début 2011, sur les immeubles de moins de douze

logements (article 6), qui précise que : « Les opérateurs s'engagent à ce que les points de mutualisation puissent s'insérer de manière harmonieuse en priorité dans les infrastructures existantes, et, à défaut, aux emplacements qui seront déterminés par l'autorité en charge de la voirie. L'objectif poursuivi par la Ville et les opérateurs consiste à réduire si possible le nombre de boîtiers existants sur le domaine public ».

Il apparaît donc qu'il y a quatre solutions (borne, façade, chambre, armoire), mais qu'aucune n'est réellement praticable à grande échelle.

L'ARCEP indique ainsi, dans sa consultation de mars 2011, que « à ce stade, les opérateurs n'ont pas convergé sur des solutions opérationnelles pour fournir l'accès aux lignes de ces petits immeubles en un point de mutualisation ». Cependant, c'est bien l'ensemble des opérateurs qui doit partager ce point, et donc converger sur une solution.

De nombreuses rues présentent une succession d'immeubles ayant plus ou moins de douze logements, ne serait-ce du fait qu'une partie des immeubles ou des locaux dans des immeubles sont destinés à des professionnels et non à l'habitat. Pour ne pas multiplier les points de mutualisation, il sera donc nécessaire de ramener la desserte des immeubles de moins de douze logements sur un point concentrant plusieurs dizaines, voire centaines de locaux et logements, en multifibres. Ceci revient à créer deux réseaux en parallèle dans ce genre de configuration. On peut s'interroger sur l'appétence des opérateurs à procéder ainsi, avec deux écueils à éviter :

- ▶ soit qu'ils ne fibrent pas du tout ces immeubles, du fait des coûts induits ;
- ▶ soit qu'ils ne suivent pas ce qui n'est qu'une simple recommandation de l'ARCEP. Ils pourraient installer les points de mutualisation à l'intérieur des immeubles, avec le risque que les moins gros opérateurs n'aient pas économiquement intérêt à aller jusqu'à ces points de mutualisation, ce qui revient à limiter le choix des occupants de l'immeuble.

Le législateur a édicté le principe général que le point de mutualisation était situé hors des limites de propriété privée, en laissant à l'ARCEP la possibilité de définir des exceptions<sup>1</sup>. Si l'exception instituée par la décision n° 2009-1106, concernant les immeubles de douze logements et plus, avec un point de mutualisation situé dans l'immeuble sur 148 communes, s'avérait impraticable à la lumière de la problématique des immeubles de moins de douze logements, il en découlerait un problème majeur.

L'AVICCA demande en conséquence que les opérateurs expérimentent de manière significative et rapide le déploiement sur les immeubles de moins de douze logements situés dans les IRIS denses, en respectant l'objectif de réduire le nombre de boîtiers existants sur le domaine public, la complétude des déploiements et l'accessibilité à tous les opérateurs. Les collectivités et l'ARCEP doivent être associés à ces expérimentations. A défaut d'aboutissement positif et rapide, l'AVICCA demande à l'ARCEP de modifier sa décision 2009-1106.

---

<sup>1</sup> L'accès est fourni dans des conditions transparentes et non discriminatoires en un point situé, sauf dans les cas définis par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, hors des limites de propriété privée et permettant le raccordement effectif d'opérateurs tiers, à des conditions économiques, techniques et d'accessibilité raisonnables. (article 109 de la Loi de Modernisation de l'Economie, retranscrite dans l'article L. 34-8-3 du code des postes et communications électroniques.